

Fermeture de Ford à Blanquefort : les anciens salariés se préparent aux prud'hommes



L'avocat de la CGT s'adresse aux anciens salariés de Ford en vue de leur action devant les prud'hommes. / © France 3 Aquitaine

Près d'une centaine d'anciens salariés de l'usine Ford de Blanquefort se sont réunis à l'appel de la CGT ce dimanche 19 janvier. Ils se préparent à contester le bien-fondé de leur licenciement en menant une action commune devant les prud'Hommes.

Par ARPublié le 19/01/2020 à 18:46

Le 30 septembre dernier, l'usine Ford de Blanquefort, a définitivement fermé ses portes. Mais pour une partie des anciens salariés, dont un tiers n'a pas encore de solution de reclassement, le combat n'est pas terminé.

Ce dimanche 19 janvier, une centaine de personnes se sont donc rassemblées à l'appel de la CGT pour se préparer à saisir les prud'hommes pour contester leur licenciement.

"Le juge de Bordeaux, que ce soit la cour d'appel ou le tribunal de grande instance, ne nous a pas dit que nous avons tort. Ils s'est simplement déclaré incompétent, il a fui le débat. Donc, on a licencié 872 personnes sans savoir s'il y avait un motif économique, s'il n'y avait pas eu une fraude, un abus de la part de Ford dans ce processus", argumente Philippe Brun, avocat de la CGT.

Le syndicat invite les anciens salariés à saisir les prud'hommes, même si chaque demande reste individuelle.

Regardez le reportage de Gilles Bernard et Pascal Lecuyer :

Site Ford de Blanquefort : les anciens salariés se préparent aux prud'hommes

Intervenants : Philippe Poutou, Délégué CGT Ford Aquitaine Industries, Cédric Joubin, 20 ans chez

Ford, Muriel Manon, 32 ans chez Ford, Philippe Brun, Avocat de la CGT Equipe : BERNARD Gilles, LECUYER Pascal, BERGE Corinne

Cette réunion est aussi l'occasion aussi les anciens de Ford de retrouver leurs collègues. *"C'est la résistance jusqu'au bout, et pour faire la démonstration qu'on est un collectif de travail. Ce n'est pas parce que l'usine ferme que tout ...[disparaît nldr]. Humainement, il reste des choses et c'est loin d'être fini"*, souligne Philippe Poutou, délégué CGT de l'usine.

Deux pourvois en cassation ont aussi été formés par la CGT pour contester la fermeture du site.